

Une fois de plus, deux incidents se sont produits dans l'enceinte des services psychiatrique de l'hôpital général de BAYONNE (CAM DE PRATS). Un patient a violemment agressé une infirmière par strangulation. Dans le même temps, une deuxième personne, non hospitalisée, s'étant présentée en état d'ébriété, a menacé de mort l'équipe soignante ainsi que le psychiatre de garde.

Ces agressions graves viennent s'ajouter à la liste maintenant longue dont sont victimes les agents hospitaliers. Si la violence a toujours fait partie malheureusement de la symptomatologie psychiatrique aujourd'hui, et cela depuis la tragédie de PAU, celle-ci devient de plus en plus présente et le seuil de gravité s'est considérablement élevé jusqu'à mettre en péril la vie des soignants.

Depuis la mise en place des 35 heures la CGT n'a eu cesse d'alerter les différents gouvernements sur le manque d'effectifs dans la santé. Aucune politique audacieuse n'a été mise en place pour endiguer le manque criant de personnel et de moyens et ce n'est pas « Monseigneur » DOUSTE-BLAZY, lors de son passage éclair dans nos murs au mois de décembre, qui aura fait avancer la problématique.

Ce qui est certain, dans le contexte actuel de mise en place de la réforme de l'assurance maladie nos revendications vont à l'encontre de la logique libérale et économique de la santé.

Contrairement aux objectifs de la constitution européenne qui veut soumettre les hôpitaux à la loi du marché où la concurrence sera « libre et non faussée », la CGT s'inscrit dans une logique sociale d'accès aux soins gratuits pour tous et demande une véritable politique de santé mentale.

La santé ne sera jamais une marchandise.

Notre colère est légitime, car ces choix politiques, guidés par l'aveuglement économique, s'avèrent au bout du compte absurdes et meurtriers et tournent le dos au bon sens et aux valeurs humanistes.

Ceci est l'ultime rôle avant la mort de notre système de santé.

**Il est temps que chacun d'entre nous prennent conscience que
La santé et plus particulièrement la santé mentale et psychologique n'est plus
l'affaire seulement des agents hospitaliers mais de tous les citoyens.**